



21 mars 2017

Compte rendu du petit-déjeuner du 21 mars 2017 sur le thème :

« La Turquie face à de multiples défis »

Par Monsieur Didier BILLION
Directeur adjoint de l'IRIS,
chercheur en relations internationales, docteur en sciences politiques

Mesdames, Messieurs,

Je suis très heureux de retrouver ici de nombreux amis.

L'actualité révèle la complexité de toute relation avec la Turquie. Mais avant de revenir sur cette actualité, il convient d'expliquer le contexte. Pourquoi en est-on arrivé à la situation présente ? Cette situation est-elle porteuse de graves dangers, ou d'opportunités vers un avenir meilleur ?

J'aborderai successivement les questions de politique intérieure, les questions économiques, enfin les enjeux de politique extérieure, en particulier régionale.

- **POLITIQUE INTÉRIEURE**

Ces derniers jours, les reproches acerbes fusent entre certains pays européens et les autorités turques.

On traite souvent Monsieur ERDOGAN de dictateur mais pour ma part je n'utilise pas ce terme. En science politique, les mots ont un sens. Bien sûr, et j'y reviendrai, le cours liberticide actuel des événements est préoccupant. C'est incontestable.

Il faut se souvenir que le parti de M. ERDOGAN, Parti de la justice et du développement, ou AKP selon son acronyme turc, est parvenu au pouvoir pour la première fois en 2002, et depuis lors, sur douze consultations électorales, locales, régionales, législatives, présidentielles, référendaires, il est arrivé assez confortablement en tête.

Vous le savez, la prochaine consultation est le 16 avril. C'est un référendum sur une modification constitutionnelle en vue de présidentialiser la nature du régime.

Ces victoires n'ont pas été obtenues par des manipulations électorales. J'ai pu en particulier assister de visu à deux campagnes électorales, j'ai pu observer la façon dont étaient tenus

les bureaux de votes. Cela ressemble singulièrement à ce qu'on peut observer en France. Si donc ce parti a remporté douze victoires successives, c'est qu'il y a des raisons de fond.

On peut ensuite s'interroger sur la nature de ce parti, qualifié comme : islamique, islamiste, islamo-conservateur...J'ai même lu islamiste-moderé, ce qui est un concept que j'ai beaucoup de mal à appréhender. Mais ce n'est pas l'essentiel.

J'essaye plutôt de cerner ce que ce parti représente en termes de dynamiques politiques et sociologiques. Au niveau politique, je crois qu'il faut avoir en tête trois caractéristiques :

- l'AKP est un parti libéral au niveau économique,
- c'est un parti très conservateur au niveau sociétal,
- c'est un parti qui a connu deux phases au niveau politique depuis 2002.

Dans une première étape en effet, l'AKP a considérablement contribué à l'élargissement des droits démocratiques, individuels et collectifs, en Turquie. Malheureusement, la machine s'est considérablement enrayée autour des années 2009-2011. Il y a eu dès lors une forme de régression face aux enjeux démocratiques de la société turque, un cours liberticide.

Que représente ce parti au plan sociologique ? Je le qualifie de parti « interclassiste ». Ne croyez pas que ce soit le parti des pauvres. C'est vrai, il a une vraie base électorale et sociale au sein des classes défavorisées, mais aussi au sein des classes moyennes, qui représentent un bloc central et fondamental en Turquie. Vous avez enfin, aussi, des partisans AKP dans les couches les plus favorisées.

C'est en outre un parti qui dirige la majorité des grandes et moyennes villes de Turquie. Cela favorise évidemment le clientélisme et donc renforce son pouvoir.

L'AKP représente aussi une sorte de revanche sociale et politique pour toute une partie de la population qui considère avoir été mise de côté à la « belle époque du kémalisme triomphant ».

L'AKP représente également une forme nouvelle de modernisation conservatrice de l'islam politique, mais intégrée au processus de sécularisation voulu par Mustafa KEMAL ATATÜRK et par la République de Turquie.

Je lis ici ou là que l'AKP veut islamiser la société turque. Mais la société turque est islamisée depuis le XI^{ème} siècle ! Est-ce que pour autant sa politique est celle de ses prédécesseurs qui avait une apparence plus laïque ? Non, bien évidemment : il y a des évolutions et des changements de paradigmes dans les référents culturels utilisés, dans les référents identitaires mobilisés.

Ce qui m'inquiète est le fait que de plus en plus fréquemment, M. ERDOGAN fait référence à l'Islam, fait référence à des versets du Coran, ce que jamais on entendait auparavant en Turquie. De là à considérer que l'AKP voudrait instaurer en Turquie la charia, il y a un pas que pour ma part je ne franchirai pas. Néanmoins, c'est préoccupant. On trouve souvent des références à l'Islam, dans les discours.

À titre d'exemple, dans un discours, il y a deux ans, M. ERDOGAN faisait référence à une « jeunesse pieuse ». Ce qui bien sûr ne correspond pas aux paradigmes kémalistes traditionnels.

J'ajoute toutefois que cet ordre moral, moralisateur, conservateur, qui est développé par l'AKP, s'inscrit dans ce que j'appelle un autoritarisme structurant. Ne croyez surtout pas que l'autoritarisme politique viendrait de se cristalliser avec l'AKP. Non, c'est un phénomène qui structure la vie politique turque depuis la fondation de la République en 1923. De tous

temps, les partis qui ont remporté les élections en Turquie se sont placés dans le cadre d'un tropisme autoritaire.

N'oubliez jamais non plus que vous avez en réalité, et c'est traditionnel, deux Turquies qui, schématiquement, s'affrontent.

Vous avez d'un côté une Turquie musulmane, pieuse, conservatrice, libérale au niveau économique et qui est incarnée par l'AKP. Vous avez d'autre part une Turquie plus moderniste, plus élitiste, plus laïque et qui est incarnée par des partis d'opposition, notamment le principal, le parti kémaliste.

M. ERDOGAN est un incroyable animal politique. Il a une capacité exceptionnelle à saisir les dynamiques de sa société, pour le meilleur, comme pour le pire. Il a parfaitement compris qu'il avait intérêt à polariser, à accentuer l'opposition entre ces deux Turquies. En effet, le premier courant, que j'ai appelé conservateur, étant sociologiquement majoritaire, cela se traduit pour lui par des victoires à répétition dans les urnes.

Le revers de cette politique, notamment depuis 2010-2011, c'est une vision assez singulière de la démocratie. Ce que certains appellent une démocratie hégémonique mais que pour ma part, encore une fois, je ne réduis pas à une dictature.

J'aimerais ici dire deux mots sur la tentative de coup d'État du 15 juillet 2016. Depuis ce tournant, vous le savez, 42.000 personnes ont été emprisonnées sans que pour l'instant l'immense majorité d'entre eux ne connaissent le début de la moindre instruction ou un motif précis d'accusation. Vous avez aussi plus de 120.000 personnes qui ont été licenciées du jour au lendemain de leur travail. Et en Turquie, être licencié signifie que votre nom est écrit en rouge dans le journal officiel et qu'alors il est compliqué de retrouver un emploi.

Vous l'avez suivi dans l'actualité, ceux qui sont accusés d'avoir fomenté ce coup d'Etat sont les gülenistes. Qui sont-ils ? C'est à l'origine une communauté religieuse. Elle n'est désormais qualifiée que par le seul mot de « terroriste » par le pouvoir. Mais il faut savoir que pendant dix ans environ les gülenistes ont été alliés du parti de M. ERDOGAN. Quand en 2002, ce parti est parvenu au pouvoir, il n'avait pas de cadres politiques. Les dirigeants alors se sont appuyés sur ces gülenistes, qui sont eux très bien formés.

En 2010, sont apparues des tensions, des ruptures, entre ces deux promoteurs d'un islam politique. Le processus s'est accéléré en 2013 et a connu son acmé en 2015. Depuis lors, c'est la chasse aux sorcières contre les gülenistes, une sorte de « Maccarthysme ». Mais évidemment, une majorité des gens qui sont actuellement en prison n'est en rien impliquée dans les événements de juillet dernier. Le travail des partis d'opposition est en conséquence bien difficile.

Le Parlement compte essentiellement, outre l'AKP, trois partis d'opposition.

- Le CHP, Parti républicain du peuple, est un parti laïque, élitiste, de gauche nationaliste, républicain, kémaliste.
- Le HDP, parti démocratique des peuples, est un parti « kurdiste », pour simplifier, qui est légal. C'est un parti écologique, féministe.
10 de ses députés sont sous inculpation, certains en prison, accusés de complicité avec le PKK. Une femme parmi eux a été démise de ses fonctions de députée. Nous savons que les membres du HDP sont très proches du PKK, mais, selon moi, le seul fait qu'ils soient députés d'un parti légal devrait suffire à les protéger face à la répression.
- Le MHP, parti d'action nationaliste est un parti d'extrême-droite, nationaliste, antikurde, antieuropéen.

AKP & MHP sont en train de faire alliance dans la perspective du référendum du 16 avril. Ceci induit d'ailleurs des turbulences importantes au sein de ce parti nationaliste, qui va probablement connaître une scission.

La question kurde est le sujet qui envenime la situation en Turquie depuis 1984. Il y a une guerre de type guérilla, de basse intensité, mais qui a fait environ 45.000 morts en 33 ans. À l'automne 2015, on assistait dans certaines villes de l'Est à de véritables scènes de guerre civile, très similaires à ce qu'on pourrait voir en Syrie. La question kurde est totalement polluée par le PKK. Que des hommes et des femmes, de citoyenneté turque, d'origine kurde, veuillent voir leurs droits culturels mieux respectés, veuillent pouvoir apprendre la langue de leurs ancêtres... pourquoi pas ? Évidemment, cette question kurde ne pourra pas se résoudre militairement. Il y a eu d'ailleurs des tentatives par le président ERDOGAN de négociations avec le PKK, entre la fin 2012 et l'été 2015. Malheureusement, celles-ci ont échoué, ce qui est regrettable. Depuis juillet 2015 nous sommes entrés dans une logique d'affrontement militaire, voie sans issue.

- **POLITIQUE ÉCONOMIQUE**

Je ne suis pas économiste, mais je m'intéresse bien sûr aussi à cette dimension. Je suis tout d'abord impressionné par la formidable résilience de l'économie turque. Ce pays a connu de graves secousses économiques, en 1994, en 1999 et en 2001. À chaque fois le pays a fait la preuve, à une vitesse incroyable, de ses capacités à se redresser. Évidemment, il y a un lien avec le volet politique évoqué précédemment. L'AKP, au pouvoir depuis 2002, a aiguisé les appétits économiques de certains de ses membres ou de ses soutiens. Il y a clairement un développement, regrettable, condamnable, de la corruption et du népotisme en Turquie. Pour autant, s'il y a certes un « Etat AKP » sur le plan politique, on est loin d'un Etat AKP sur le plan économique. La Turquie est un pays dans lequel le modèle d'économie libérale est profondément implanté et depuis longtemps.

Rappelez-vous qu'il y a peu de temps encore, la Turquie nous époustouflait avec un taux de croissance de 9.2% en 2010, 8.9% en 2011. Aujourd'hui c'est plutôt un peu moins que 3%. Entre 2002 et 2010 le produit intérieur brut par habitant a été multiplié par 3. Le revenu moyen, concept certes un peu flou et sujet à interprétation, indicatif néanmoins, a été multiplié par 2.5.

La Turquie est 17^{ème} puissance économique mondiale, membre du G20.

Il y a bien sûr aujourd'hui un tassement, en partie dû à la conjoncture internationale, aux relations avec l'UE, j'y reviendrai. Mais fondamentalement, je pense qu'il y a un potentiel énorme au niveau économique dans ce pays, servi par une population de 80 millions d'habitants, qui a des qualifications réelles.

Le grand défi de la Turquie dans les années à venir est bien de réussir sa transition et de passer du statut de pays à revenu intermédiaire au niveau supérieur. Il faut notamment un effort volontariste du gouvernement pour tout ce qui concerne la modernisation, la productivité, la formation, les nouvelles technologies.

La Turquie a connu sa transition démographique. C'est une population extrêmement jeune. Le taux de croissance démographique est d'environ 2%. C'est-à-dire qu'il faudrait une croissance économique de 4% pour maintenir le taux de chômage actuel au même niveau.

La Turquie a un plan d'action, intitulé « Objectif 2023 », en référence au centenaire de la création de la République. Ses objectifs sont de l'avis de tous beaucoup trop ambitieux. Pour atteindre ces objectifs, il faudrait dès 2017 un taux de croissance annuel de 12% jusque 2023. On est loin du compte, mais il n'empêche que l'économie turque a une forte capacité de rebond.

La situation économique pourrait cependant avoir des conséquences au niveau politique. Je vous ai parlé de ce bloc central des classes moyennes qui soutenaient l'AKP, mais depuis 2002, l'AKP avait su faire considérablement progresser l'économie. Or nous ne sommes plus dans cette situation. Au niveau politique, un certain « âge d'or » est maintenant plutôt derrière la Turquie. Entre autre, pour cette raison, le résultat du référendum d'avril n'est pas donné et sera extrêmement serré.

Ce que je dis aux entrepreneurs, aux industriels qui veulent investir en Turquie, c'est de continuer, de « serrer les dents » un peu en ce moment mais de rester. Le potentiel est formidable.

- **POLITIQUE ÉXTERIEURE & RÉGIONALE**

« Sommes-nous en train de perdre la Turquie ? ».

Je commence volontiers par cette formule utilisée il y a quelques temps par un grand quotidien du soir, provocatrice, un peu condescendante même. Cela me permet de poser la question essentielle : oui ou non, la Turquie va-t-elle rester dans le cadre de ses alliances traditionnelles ?

Il convient de faire quelques remarques liminaires. N'oublions jamais que la Turquie fait partie de ce qu'on appelle les nouveaux paradigmes des relations internationales. C'est-à-dire que, désormais, les seules puissances occidentales n'imposent plus de façon unilatérale leurs vues et décisions sur la scène internationale.

La Turquie est un de ces pays dits « émergents », et, désormais, elle tente de développer une politique extérieure à 360°. Il est par exemple intéressant, en Afrique sub-saharienne, d'observer la multiplication de postes diplomatiques, de contrats économiques.

Pour un pays comme la Turquie, mener une politique étrangère internationale et régionale est compliqué. Il est difficile d'avoir comme voisins, l'Irak, la Syrie, l'Iran...

Un ancien ministre des affaires étrangères turc, M. DAVUTOGLU avait une formule, qui faisait un peu sourire : « zéro problème avec nos voisins ! ».

Auparavant, et pendant de nombreuses années, l'adage traditionnel caractérisant la relation des Turcs avec l'extérieur était littéralement, en français, « le Turc n'a d'ami que le Turc ! ». Maintenant, même si on ne parvient pas à zéro problème avec les autres, cela signifie quand même que la Turquie a modifié radicalement sa perception de l'environnement extérieur. Évidemment, cela ne signifie pas que la Turquie soit pour autant devenue la puissance pacificatrice de la région.

Il ne faut pas non plus absoudre les erreurs à répétition de M. ERDOGAN dans ce dossier lourd pour la région qu'est le dossier syrien. Son obsession à vouloir faire chuter Bachar El ASSAD, comme préalable à toute négociation, l'a enfermé. Aujourd'hui, BACHAR, même considérablement affaibli, est toujours présent. Et, mieux vaut tard que jamais, à l'été 2016, la Turquie a compris que la priorité devait être placée ailleurs. Cette politique développée

entre 2011 et 2016 a eu des conséquences fâcheuses sur le soutien à certains groupes islamistes radicaux. Aujourd'hui, en Syrie, il y a une avancée incontestable des forces kurdes, regroupées sous la bannière du parti PYD, Parti d'union démocratique, qui est la projection syrienne du PKK, l'ennemi n°1 de la Turquie.

La Turquie a dû alors constater son isolement croissant et surtout la création d'une entité territoriale à ses frontières dirigée par les cadres du PKK.

Il a été alors observé un rapprochement spectaculaire l'été dernier entre Turquie et Russie. Monsieur ERDOGAN n'est pas inféodé pour autant à Mr POUTINE. Mais le président, bon politique, a bien compris que, sur ce dossier syrien, Moscou avait les cartes en main.

Pour autant, les alliances traditionnelles de la Turquie n'ont pas été abandonnées. Il y a certes des foucades, des postures, de M. ERDOGAN, mais la Turquie n'a aucune envie en réalité de quitter l'OTAN. Lors des moments les plus critiques de la tension avec la Syrie, la Turquie a demandé de l'aide à l'OTAN et non à Moscou. On a même pu observer le déploiement de batteries anti-aériennes. L'OTAN est et reste un cadre essentiel de protection pour la Turquie. Pour autant, Ankara n'est pas soumise à Washington, et ne l'a jamais été.

Je termine en disant quelques mots sur la relation avec l'UE. Vous le savez, les négociations ont commencé en octobre 2005, et n'ont pas beaucoup avancé. *De facto*, le processus est gelé et les échanges de ces derniers jours, associant Allemagne et Pays-Bas au nazisme, ne vont rien arranger.

Le processus est-il mort ? Je ne le crois pas. L'UE, c'est environ 40% des exportations turques et environ 37% de ses importations. C'est structurant. M. ERDOGAN peut donc invectiver certains pays d'Europe, ce qui n'est pas acceptable, mais quand il déclare que si l'UE ne veut pas de la Turquie parmi ses membres, il se tournera vers l'organisation de coopération de Shanghai, il n'est pas crédible.

Pour le moment une perspective d'adhésion est totalement irréaliste mais je pense qu'il ne faut surtout pas rompre nos relations avec la Turquie. En novembre dernier, le Parlement européen a voté un « gel des relations avec la Turquie ». C'est une faute majeure.

Négocier est difficile et compliqué, mais il faut arrêter de leurrer la Turquie, il faut refonder tout le projet européen, et pas seulement pour elle d'ailleurs. Il faut repenser un projet, politique, économique, avec des référents culturels...

La Turquie traverse une période de perturbations politiques réelles, mais sa position est incontournable, son potentiel est réel et immense. Malgré la conjoncture très problématique, il faut conserver un optimisme raisonné pour les vingt ans à venir. Merci à vous.

QUESTIONS / REPONSES

Q1 : *Y-a-t-il une scission entre des élites évoluées et des populations plus pauvres ?*

➤ Oui, il y a une séparation entre élites et couches populaires. Mais ceci est un fait depuis 1923, pour ne pas remonter à l'Empire ottoman. J'ai pour ma part une vive admiration pour Mustafa KEMAL ATATÜRK et pour son œuvre, mais comprenons bien que pendant toute la période kémaliste, il y avait cette séparation élite-masse. Les réformes et préconisations d'ATATÜRK, qui ont représenté pour la Turquie un pas en avant absolument formidable, n'ont pas été accomplies démocratiquement. Ce sont des réformes conduites par une élite autoproclamée, souvent d'essence militaire d'ailleurs, qui a cherché à « d'occidentaliser » à marche forcée la société turque, sans consultation populaire. Dans ces années 1920, d'ailleurs, la référence « occidentale » était l'Europe.

Le multipartisme a été instauré en Turquie en 1946. La première alternance s'est produite en 1950. C'est-à-dire qu'à la première occasion, le parti kémaliste au pouvoir s'est présenté devant les électeurs mais a été battu.

Aujourd'hui, les élites ne sont pas toutes « occidentalisées », une partie est résolument pour l'AKP. Ceux qui se tournent vers l'Europe sont appelés « Turcs blancs » par les fidèles de l'AKP, et c'est très péjoratif.

Il faut faire attention quand on utilise des termes du type « retour en arrière ». J'ai beaucoup d'amis turcs, très « occidentalisés », plutôt kémalistes, plutôt anti-AKP, qui considèrent que la politique très conservatrice, réactionnaire pour certains, mise en œuvre par l'AKP est très dangereuse. Ils se sentent mal à l'aise dans leur propre pays. Mais un certain nombre de « manifestations identitaires », par exemple le plus grand nombre de femmes voilées, même à Istanbul, n'est pas nécessairement un signe d'adhésion à une version radicale d'un islam politique. Il y a une revanche sociale, culturelle, identitaire d'une part de la population turque. Nous pouvons avoir du mal à le comprendre mais ils sont fiers de leur passé, de leur culture, de leur histoire. Ils considèrent en partie que les kémalistes leur ont imposé des valeurs exogènes par la force. Ce n'est pas entièrement faux.

Q2 : *pouvez vous nous parler des forces armées ? Où en sont-elles, dans ce qu'elles représentent sur l'échiquier turc, à l'égard des tensions régionales, à l'égard du voisin grec, à l'égard de la question de Chypre, à l'égard de ce qui se passe au Moyen-Orient ?*

➤ L'armée turque est dans une mauvaise situation. Elle reste une grande armée, par le nombre, par la capacité opérationnelle... Depuis 1923, elle a toujours été un élément pivot, un pilier de cette édification républicaine. Après la Seconde guerre mondiale, l'armée est intervenue à quatre reprises dans le champ politique : il y a eu les coups d'Etat de 1960, 1971, 1980, les chars étaient dans la rue, l'armée a pris le pouvoir. En 1997, cela a été un peu plus compliqué, certains parlant d'un coup d'état « post-moderne ». Les chars ne sont pas descendus dans la rue mais l'état-major a produit un mémorandum exigeant du gouvernement islamiste de l'époque, dirigé par M. ERBAKAN, qu'il applique un certain nombre de points. Comme ce dernier n'a pas accepté, il a été renversé !

Il y a donc une habitude des interventions récurrentes de l'armée dans le champ politique turc. Quand M. ERDOGAN a été élu en 2002, il était très pro-européen, en particulier parce que dans les exigences européennes de l'UE il y avait justement le point que l'armée turque se mette aux ordres du pouvoir politique, comme dans toute démocratie.

M. ERDOGAN y était évidemment très favorable. Tout ce qui pouvait contribuer à affaiblir, à rogner l'ordre kémaliste était bon à prendre. Ensuite, à partir des années 2007-2008, ont commencé à être organisés des procès, connus sous le nom de procès « Ergenekon », du nom d'un présumé réseau criminel turc qui aurait été composé de militants de l'extrême droite ainsi que des éléments de la gauche républicaine, d'officiers de l'armée et de la gendarmerie, de magistrats, de « mafieux », d'universitaires et de journalistes. L'affaire, extrêmement complexe et controversée, a vu une partie des politiques turcs, en particulier du Parti républicain du peuple (CHP), accuser l'AKP, le parti islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002, de vouloir discréditer ses adversaires, tandis qu'au contraire de nombreuses personnes ont été inculpées pour « conspiration contre l'État » et l'AKP. En tout, 300 personnes ont été arrêtées de juin 2007 à novembre 2009.

Tous les magistrats, qui ont instruit, si mal, ces procès, étaient des Gülenistes, à l'époque alliés avec ERDOGAN. Il y a eu de nombreuses arrestations, jugements, condamnations, dont celle d'un des anciens chefs d'état-major de l'armée turque. Pour utiliser une image, en 2010-2011, l'armée était comme un boxeur groggy au milieu du ring. Mais elle est là et reste très importante. De nombreux cadres ont été arrêtés et cela peut poser un problème d'encadrement opérationnel. J'ai constaté, à partir de 2013, c'est-à-dire précisément au moment où ERDOGAN et les Gülenistes ont commencé à s'affronter, que le président s'est rapproché des armées. Il a affirmé « il y a eu des injustices contre vous, c'est vrai, mais ce n'est pas de ma faute, c'était celle des Gülenistes ! »

La situation a radicalement changé à nouveau à l'été 2016, avec cette tentative de coup d'Etat. Ce qui est assez étonnant cette fois, si on compare avec les précédents, c'est une forme d'amateurisme du côté des putschistes. Quand on suit le détail de la nuit du 15 au 16 juillet on est très frappé. Il demeure d'ailleurs plusieurs zones d'ombre. Le résultat aujourd'hui est que l'armée a subi une nouvelle attaque terrible : près de la moitié des généraux ont été licenciés. L'armée de l'air a été particulièrement touchée. Il y avait en Turquie 300 avions de chasse opérationnels, avec 600 pilotes pour les servir. Aujourd'hui, 300 pilotes sont en prison! J'ai cité l'armée de l'air, mais c'est pareil pour l'armée de terre.

L'armée est toujours importante, et vu la situation régionale, cela vaut mieux, mais il est clair que sa capacité opérationnelle effective est fortement entamée.

Ceci dit, il y a un débat, en parallèle, sur la nécessité de réformer cette armée. Elle reste à un niveau élevé en nombre de personnel, d'environ 400.000 hommes, plus 100.000 pour la gendarmerie. Elle reste sur un format qu'on avait au moment de la guerre froide, avec toujours la conscription.

Q3 : *un élément important de la relation UE-Turquie est la question des réfugiés et des migrants. Il y a un accord entre l'UE et la Turquie, l'UE a versé beaucoup d'argent... Pouvez-vous nous en dire quelques mots ?*

Deuxièmement, dans les années 50 on observait une alternance, entre INÖNÜ et DEMIREL... Aujourd'hui, face à ERDOGAN, y-a-t-il un leader susceptible de conduire une alternance politique ?

Vous avez rappelé les 12 élections, 12 victoires d'ERDOGAN, mais tous les autocrates savent comment gagner des élections. Y-a-t-il en Turquie des contre-pouvoirs, des journalistes indépendants ... Une opposition peut-elle vraiment exister ?

➤ Sur la question des réfugiés, l'accord UE-Turquie du 18 mars 2016 est très mauvais, mais il n'en y avait pas de meilleur possible.

Le flux de réfugiés qui venaient s'échouer, sur les îles grecques principalement, a été réduit de 95%. Avant l'accord, 3500 réfugiés par jour venaient s'échouer sur les côtes grecques, aujourd'hui c'est 40 par jour. On a promis beaucoup d'argent, 6 milliards en deux tranches de 3. Mais l'UE n'a versé que 700 millions pour l'instant.

Il y avait dans la négociation du 18 mars un dossier connexe. La Turquie avait réussi à arracher la perspective de la levée des visas pour les ressortissants turcs voulant se rendre dans l'UE. Il y avait 72 conditions, et cela bloque sur 3 d'entre elles, notamment sur une importante : les Européens demandent à la Turquie de modifier leur définition du terrorisme. L'UE trouve la définition turque beaucoup trop large et permettant des arrestations massives... C'est absurde de poser aujourd'hui cette condition à la Turquie qui subit des attaques terroristes majeures régulièrement et qui a la guerre à ses frontières.

Cet accord sur les migrants a donc donné des résultats, mais ces derniers jours, vous l'avez entendu, M. ERDOGAN menace « d'ouvrir les frontières ». Je n'aime pas les menaces d'une façon générale. Il est capable de le faire et de mettre ses menaces à exécution, quelques jours, ou semaines. Les Européens temporisent mais Monsieur ERDOGAN ne comprend que le rapport de force.

Cela étant, je veux rendre hommage aux Turcs, en général, car ils accueillent aujourd'hui 3 millions de réfugiés.

Je reviens sur Messieurs INÖNÜ et DEMIREL : ce furent des hommes importants. L'un kémaliste, l'autre plutôt libéral-conservateur. Aujourd'hui, nous avons ERDOGAN : il faut bien voir qu'il surplombe la vie politique. C'est un phénomène, un animal politique. Après la tentative de coup d'Etat de juillet, sa capacité à rebondir fut impressionnante. Il sait saisir les situations avec une rapidité assez foudroyante.

Alors y-a-t-il un autre candidat possible pour diriger la Turquie? Pas vraiment aujourd'hui. Il n'y a pas d'opposant crédible dans le parti kémaliste. Le seul capable jusqu'alors de s'opposer à lui était le dirigeant du Parti démocratique des peuples, 40 ans, avocat... Mais il est en prison.

Aujourd'hui, M. ERDOGAN hystérise le débat. Il explique que ceux qui voteront non au référendum sont complices des terroristes. Il est certain que ça ne favorise pas un débat serein. Mais malgré tous les moyens étatiques utilisés par le pouvoir, et il ne s'en prive pas, je persiste à dire que le résultat du 16 avril n'est pas donné. Une partie de la société semble subir, mais s'oppose à lui par une sorte de résistance passive. M. ERDOGAN en a conscience, il n'est pas si à l'aise et cela explique en partie ses formules inacceptables envers certains dirigeants de l'UE, la chancelière MERKEL en premier.

Pour terminer, et je suis là très prudent, il semble que cet extraordinaire emballement suscite au sein même de l'AKP un certain nombre de signaux faibles. Une prochaine étape pourrait être une expression publique de divergences... Quand? C'est impossible à dire, mais il y a quelque chose qui est en train de décanter.

Q4 : *dans divers secteurs, on utilise une formule, celle de « néo-ottomanisme ». Vous allez sans doute commenter cette formule, trop facile, inexacte, mais pouvez-vous nous dire ce que cela pourrait signifier en matière de politique extérieure, au Moyen-Orient, en Asie centrale, dans les Balkans?*

En politique intérieure, cette « Ottomania » est réelle, parfois même trop voyante. En revanche, en politique extérieure, cette formule de « néo-ottomanisme » ne me plaît pas. Je

ne pense pas que la Turquie républicaine, même celle de M. ERDOGAN, même celle de M. DAVUTOGLU, ancien ministre des Affaires étrangères, et qui incarnait le plus cette volonté de se réapproprier les territoires sur lesquels l'Empire ottoman avait régné pendant des siècles, soit capable d'avoir les moyens, et la volonté, de mener une politique impériale.

Au Moyen-Orient, en 2011, une onde de choc a traversé le monde arabe. La Turquie a hésité. Fallait-il conserver des relations avec les gouvernements établis ou soutenir tels ou tels mouvements populaires ? Après deux ou trois semaines, elle a décidé finalement de jouer sur ces contestations.

M. ERDOGAN avait clairement alors un projet, il voulait tenter un partenariat, avec les pays au sein desquels les Frères musulmans s'affirmaient : Tunisie, Lybie, Égypte, voire Syrie. À l'exception de la Tunisie, cela a été chaque fois un échec, parce que les Frères musulmans n'ont pu rester au pouvoir.

M. ERDOGAN aurait voulu s'imposer comme leader régional, mais on voit bien ses limites. La concurrence régionale est rude, il y a l'Arabie saoudite, l'Iran... qui n'entendent pas se laisser déborder.

Dans les Balkans, il existe une véritable influence turque. Elle est culturelle, le pays soutient la réfection de mosquées de l'époque ottomane... On peut relever aussi que dans certains cas, la Turquie aura pu jouer un rôle politique de médiateur plutôt positif il y a quelques années.

Quand M. ERDOGAN a fait ce fameux discours, dit « discours du balcon », porté par l'effervescence de cette journée électorale, il a dit des choses insensées : le Kosovo, l'Albanie... c'est la Turquie !

En conclusion, il faut savoir prendre un peu de recul, en faisant la différence entre les fougades d'un dirigeant et les fondamentaux de politique étrangère d'un pays.

Q5 : *il y a 15-20 ans, la Turquie était une cible particulièrement recherchée par toutes les industries de défense française, allemande, américaine... Qu'en est-il aujourd'hui ?*

➤ Je ne suis pas un expert de ces questions mais je vais tenter de vous donner quelques éléments. La Turquie constitue pour les entreprises de défense, européennes en particulier, un enjeu essentiel. Mais les enjeux politiques dans ces domaines sont surdéterminants.

Aujourd'hui la Turquie, qui a des relations tendues avec l'UE et avec les États-Unis, regarde dans d'autres directions.

Il y a eu cette fameuse histoire, il y a quatre ans, de batteries de missiles anti-missiles chinois. Cela a fait couler beaucoup d'encre et suscité beaucoup de débats... C'est maintenant derrière nous. Ces systèmes auraient certes rendu un peu compliquée l'appartenance de la Turquie à l'OTAN.

Maintenant, c'est Vladimir POUTINE qui propose ses services. C'est bien évidemment politique, la déclinaison technique serait une affaire beaucoup plus complexe. Vu de Moscou, tout ce qui peut contribuer à porter des coups à l'OTAN, à amplifier des divisions en son sein, est bon à prendre. Pour autant, je pense que ça n'ira pas beaucoup plus loin. La Turquie est en réalité bien plus dépendante de ses partenariats avec les États-Unis et l'UE qu'avec d'autres et plus dépendante qu'elle ne veut le dire. C'est encore très structurant, même si cela évolue.

Quant aux déclarations à répétition de M. ERDOGAN, disant qu'il veut développer une industrie d'armement nationale, oui, c'est logique pour un pays comme la Turquie. Pour l'instant, il y a loin de la proclamation aux faits et résultats. Il demeure beaucoup d'obstacles techniques et technologiques à franchir.

Q6 : *pouvez-vous nous parler de l'émigration turque, en Europe et dans le reste du Monde?*

➤ L'émigration turque se fait majoritairement vers l'UE. Dans les pays arabes, elle se faisait auparavant surtout vers la Lybie et l'Irak. On comprend aisément que ce flux-là se soit tari. Il y a quelques communautés turques en Asie centrale, des entreprises en particulier. Mais ce n'est pas de façon massive.

Malheureusement, il n'y a d'intégration des Turcs dans aucun pays européen. Les Turcs vivent principalement en Allemagne, aux Pays-Bas, en France, en Belgique. C'est un vrai sujet. Ces personnes ne posent pas de problèmes en termes d'ordre public mais elles ne s'intègrent pas. Il y a très peu de mariages mixtes par exemple.

Il est aussi inquiétant d'écouter les déclarations de M. ERDOGAN, là encore : depuis trois ou quatre ans, il a fait plusieurs discours, sur le sol européen d'ailleurs, dans lesquels il dit clairement « Turcs, ne vous intégrez pas ! » Ce n'est pas acceptable.